

# N° 2022-762

Contrat de maintenance pour les prologiciels CANIS et MUNICIPOL

Société LOGITUD

#### **DECISION DU MAIRE**

Le Maire de la commune de Mantes-la-Ville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23 et L. 2131-1,

Vu l'ordonnance n°2018-1074 du 26/11/18 et le décret 2018-1075 du 03/12/18 relatifs au code de la commande publique,

Vu la Délibération du Conseil Municipal n° 2020-VII-12 du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire,

Considérant le montant de la dépense inférieur au seuil de 40 000€HT,

Considérant la nécessité de passer un contrat de maintenance 20230534 pour les prologiciels CANIS et MUNICIPOL,

Considérant la proposition commerciale de la société LOGITUD domiciliée Zac du Parc aux collines 53 rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE,

#### DECIDE

# Article 1er:

De signer le contrat de maintenance 20230534, avec la société LOGITUD domiciliée Zac du Parc aux collines 53 rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE,

## Article 2:

Dit que le montant annuel de ce contrat est de 834.77€ HT, CANIS 165.95€ HT MUNICIPOL 668.82€ HT.

## Article 3:

Dit que le contrat prendra effet le  $1^{\rm er}$  janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023, le contrat sera tacitement reconduit pour une période d'un an, deux fois maximum.

## Article 4:

Dit que les dépenses seront prélevées sur le budget de la commune.

## Article 5:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'État et de sa date de publication et/ou notification, auprès du tribunal administratif de Versailles.



N° 2022-762

Contrat de maintenance pour les prologiciels CANIS et MUNICIPOL

Société LOGITUD

Article 6:

La présente décision sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Mantes-la-Jolie.

Article 7:

Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mantes-la-Ville, le 21/11/2022

Le Maire,



Certifié exécutoire après affichage et envoi au contrôle de légalité le : 30 LU 2007

Le Maire Le Mair

